



MISSION DE SUIVI ET ENQUÊTE DE SATISFACTION DES MEMBRES

Le Consortium Alafia évalue l'impact de ses formations

Dans le cadre de la mise en œuvre de son programme de renforcement des capacités en microfinance, le Consortium Alafia a organisé au cours de l'année 2011, des ateliers de formation sur plusieurs thématiques. Ces ateliers ont tenu compte non seulement de l'environnement dans lequel évoluent les SFD du Bénin, mais également de l'expression de leurs besoins.

Afin de s'assurer que les formations organisées sont utiles au secteur et d'identifier les thématiques pour l'année 2012, il est important de savoir si les connaissances acquises par les apprenants sont appliquées au niveau de leurs SFD respectifs. Aussi, paraît-il important d'analyser le niveau de satisfaction des membres par rapport à la qualité et à la pertinence des services rendus par le Consortium Alafia avec un accent particulier sur la formation. Ces informations serviront à l'élaboration du PTB 2012.

La mission qui a démarré le 17 octobre dernier et qui doit prendre fin au cours du mois de novembre 2011 a pour ob-



jectifs de : suivre sur site auprès des personnes formées, l'application des acquis des formations organisées en

2011 ; recenser les difficultés rencontrées par les personnes formées dans l'application des connaissances acquises ; identifier les difficultés dont les solutions relèvent du domaine du Consortium Alafia en terme d'assistance technique ; identifier les besoins de formation des SFD pour l'année 2012 ; élaborer sur cette base, le plan de formation 2012 des SFD par l'Association ; recueillir l'avis des dirigeants et chefs de service des SFD membres sur la qualité et la pertinence des services rendus par l'Association en général et ceux relatifs à la formation en particulier.

Gilles da COSTA

FORMATION DE FORMATEURS

Assurer l'éducation financière des clients

Du 17 au 29 octobre dernier, le Consortium Alafia, en partenariat avec le CGAP a organisé deux sessions de « formation des formateurs sur l'éducation financière des clients ». L'objectif de ces sessions tenues à Porto-Novo, est de disposer des formateurs qui auront pour mission de renforcer les capacités des populations en culture financière.

Ces sessions ont connu la participation de 28 personnes provenant de plusieurs institutions de microfinance et bureaux d'études du Bénin. Des participants de la Côte d'Ivoire, du Burkina et du Congo Brazzaville ont également pris part à cette formation.

Qu'est-ce que l'éducation financière ?

L'éducation financière consiste à enseigner à la population, les bonnes pratiques de gestion monétaire au sujet des revenus, des dépenses, de l'épargne et de l'emprunt. L'éducation financière

permet aux pauvres de mieux gérer leurs ressources, de comprendre leurs options financières et d'améliorer leur bien-être.

Pourquoi l'éducation financière ?

Quel que soit leur revenu, les familles partagent les mêmes aspirations. Elles cherchent à mettre de la nourriture sur leurs tables, à éduquer leurs enfants, à acquérir leur propre maison et à planifier pour l'avenir. Être pauvre, c'est réaliser ces buts avec peu de revenus disponibles. Pour mettre de coté même de petites sommes d'argent, les pau-

vres doivent non seulement consommer prudemment, mais aussi être bien informés et compétents dans la gestion de leur argent. L'éducation financière leur donne les outils et le pouvoir de le faire. Les clients bien formés en culture financière n'auraient pas été victimes des structures illégales de placement d'argent (ICC services et Consorts).

Quels bénéfices pour le secteur de la microfinance ?

L'éducation financière est une situation « gagnant-gagnant » pour tous les ac-

Suite page 3

Le Consortium Alafia est l'Association professionnelle des institutions de microfinance au Bénin. Son but est de contribuer à la défense des institutions de microfinance et de faciliter leur professionnalisation et leur développement. Il a été fondé le 10 mars 2000 à la suite de la transformation institutionnelle du réseau sous-régional pour le développement de la microfinance. Pour le quinquennat 2009-2013, il s'emploie à relever les 10 défis les plus importants du secteur de la microfinance au Bénin, à travers trois programmes d'activités : (i) la défense des intérêts collectifs des membres et la promotion du secteur de la microfinance ; (ii) l'appui à la professionnalisation et au développement des membres et ; (iii) le renforcement de sa capacité institutionnelle et le développement de la communication interne. Ses activités couvrent l'ensemble du territoire national. Pour être membre du Consortium Alafia, il faut être une institution de microfinance autorisée, c'est-à-dire reconnue par l'autorité en charge de la tutelle du secteur pour l'exercice légal de la microfinance. Il compte 41 institutions et réseaux de microfinance. Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Consortium Alafia, veuillez contacter M Ignace C. DOVI, Directeur du Consortium Alafia ou l'un de ses collaborateurs.

La Gazette

Mensuel d'information du Consortium Alafia sur le secteur de la microfinance au Bénin
 Sainte Rita, quartier Gbèdagba en face du Collège La Colombe,
 Carré n° 1323 M - Cotonou - 02 BP 1052 - Cotonou - Bénin
 Téléphone : +229 21 32 66 58/47 30 - Télécopie : +229 21 32 67 80
 E-mail : contact@alafianetwork.org - Site web : www.alafianetwork.org
 Dépôt légal n° 4833 du 4e trimestre 2010 - ISSN n° 1840-6556 du 11 octobre 2010

Directeur de publication

Ignace C. DOVI

Conseiller à la rédaction

Reine AZIFAN

Rédaction

Gilles da COSTA

Arielle DIOGO

Jean DAH HOUNNON

Ulrich BANKOLE

Nicaise TOSSOU

Photos

Consortium Alafia

Conception graphique

Pacôme ASSEDE

Déjà parus



Consultez
nos
publications
sur

www.alafianetwork.org

SOMMAIRE

Formation de formateurs	1
Assurer l'éducation financière des clients	
Business development services	3
SIGMA Consulting & Finance s'ouvre aux pays de l'espace UMOA	
Session du Comité national de Microfinance	4
Cinq points à l'ordre du jour	
IMF du mois : Groupe financier indépendant (GFI)	5

Suite de la Une

teurs du système financier inclusif.

Les micro-entrepreneurs auront une plus grande confiance dans la prise de décisions financières et une meilleure situation financière (un risque réduit de surendettement par exemple).

Pour les IMF, un meilleur niveau d'éducation financière augmente la demande des produits financiers et réduit les asymétries d'information. Il favorise également la transparence, la compétitivité et l'efficacité du marché.

Pour les autorités de supervision et de régulation du secteur de la microfinance, les consommateurs ayant des com-

pétences financières pourraient contribuer à atténuer l'activité de surveillance et permettre d'avoir des niveaux d'intervention réglementaire plus faibles.

Pour le gouvernement, une meilleure éducation financière pourrait conduire à de meilleures réformes au niveau de la microfinance et en général, contribuer à la stabilité économique et au développement.

Pour l'Association professionnelle des praticiens de la microfinance du Bénin, le projet d'éducation financière permettra d'avoir des institutions de plus en plus professionnelles et ayant une bon-

ne santé financière. De ce fait, celles-ci pourraient contribuer à la viabilité et à la pérennité de l'Association.

Prochaines étapes de la formation

Les candidats retenus auront pour mission, sous la supervision du CGAP, d'organiser en 2012, des sessions de formation aussi bien à l'intention du personnel d'institution de microfinance que de leur clientèle.

Pour plus d'information : www.globalfinancialed.org

Gilles da Costa

BUSINESS DEVELOPMENT SERVICES

SIGMA Consulting & Finance s'ouvre aux pays de l'espace UMOA

Dans un paysage financier caractérisé par l'âpreté de la concurrence, les institutions de financement se doivent d'être compétitives. En effet, la perpétuelle adaptation des institutions financières aux mutations de leur environnement est gage de leur pérennité. Ces institutions ont souvent recours aux consultants afin de bénéficier des services que ces derniers offrent pour le développement de leurs affaires. Au Bénin, cette catégorie de prestataires de services communément appelée business development services (BDS providers) ne finit pas de s'agrandir.

Le dernier en date à faire son entrée dans cette famille est SICOFI (SIGMA Consulting & Finance). SICOFI est un cabinet de conseil, d'assistance et de formation créé par des cadres ayant fait valoir leur droit à la retraite et qui aspirent à l'accompagnement des banques et des structures de financement décentralisées quel que soit leur stade de développement. Ayant son siège à Dakar (Sénégal), cette société dispose de représentation dans les huit Etats membres de l'espace UMOA. Les services offerts par SICOFI ont fait l'objet de présentation par son directeur général, Antoine N'diaye au cours d'une séance

à laquelle l'Association professionnelle a participé le 20 octobre dernier, dans la salle de réunion de l'ABPEF. Lesdits services couvrent plusieurs domaines à savoir : création d'établissement de crédit ; audit du contrôle interne ; gouvernance d'entreprise ; relations entre institutions financières et Commission bancaire de l'UMOA ; réglementation. Le représentant de SICOFI au Bénin est Denis Hazoumè, ancien cadre de la BCEAO et de la Commission bancaire de l'UMOA.

Jean DAH HOUNNON



Cinq points à l'ordre du jour



Les participants ont fait le point de l'exécution des tâches issues de la session précédente

Le Consortium Alafia a servi de cadre aux travaux de la 3e session du Comité national de Microfinance tenue dans la matinée du 26 octobre dernier. Cinq points figuraient à l'ordre du jour de cette session : adoption du compte rendu de la session du

13 juillet ; point d'exécution des tâches issues des sessions précédentes ; point des actions du FNM dans le secteur de la microfinance ; note de conjoncture sur l'état du secteur et questions diverses. Il faut noter que les tâches issues des précédentes sessions ont été en

grande partie exécutées. Elles concernent entre autres, le plaidoyer pour la ratification de la nouvelle loi sur les SFD, la fiscalité adaptée au secteur de la microfinance. Le point sur les actions du FNM en directeur du secteur de la microfinance du Bénin a fait l'objet d'une communication faite par le directeur général de l'institution. Le coordinateur p.i. de la CSSFD a, quant à lui, présenté la note de conjoncture sur le secteur. Enfin, l'étude l'audit organisationnel du secteur, le recensement des activités du PASMIF en rapport avec le CNM et l'organisation de la semaine nationale de la microfinance ont été abordés en questions diverses.

Jean DAH HOUNNON



DONNEZ DE VOTRE SANG

Afin d'optimiser notre notoriété et de mieux construire une image valorisante de notre secteur dans l'esprit des publics cibles, L'Association organise prochainement à Cotonou, une séance de don de sang.

En effet, donner du sang, ce n'est pas juste une bonne action, un geste civique ou donner la vie. C'est avant tout permettre à un homme, une femme ou un enfant de réaliser ses différents rêves : devenir parent, trouver le travail idéal et pérenne qui génère des revenus, vivre heureux, etc.

Vous pouvez donner cette chance à chacun des malades dont la vie dépend de votre choix.

Nous vous invitons à vous joindre à nous pour donner de votre sang pour sauver des milliers de vies.

Vous désirez rejoindre cet élan de générosité ? Vous êtes acquis à notre cause mais vous ne savez pas comment le manifester? Rien de plus simple : il vous suffit d'envoyer à l'adresse mail «contact@alafianetwork.org » un accusé réception dans lequel vous nous signifierez votre accord sans réserve pour nous soutenir dans cette action citoyenne **au plus tard le 31 octobre 2011.**

Venez massivement répondre à cet appel...





GROUPE FINANCIER INDEPENDANT (GFI)

Historique

L'institution de microfinance, le Groupe Financier Indépendant (GFI) est une coopérative créée depuis janvier 2009. Il est inscrit dans le registre des autorisations tenu par la Cellule de Surveillance des Structures Financières Décentralisées (CSSFD), sous le numéro A.09.0035. A / 1751MEF/DC/CSSFD/SRE le 29 janvier 2010. Le Groupe Financier Indépendant est membre de Consortium Alafia qui représente l'Association des institutions de microfinance au Bénin, le 30 juillet 2010. Les objectifs poursuivis par le GFI sont :

- Améliorer la qualité et l'adéquation des services proposés aux clients ciblés, individus ou micro et petites entreprises ;
- Créer des bénéfices pour les clients de la microfinance, leur famille et leur communauté telles que l'augmentation des actifs, des revenus, la réduction de la vulnérabilité, l'amélioration de l'accès aux services financiers et non financiers de même que la satisfaction des besoins de base, l'amélioration du capital social et des liens sociaux ;
- Servir un nombre croissant de pauvre et d'exclus afin de renforcer la capacité d'action et d'autonomie des groupes ciblés ;
- Favoriser la solidarité et la coopération entre les membres ;
- Engager la responsabilité sociale de l'institution vis-à-vis de ses employés, de ses clients, de la communauté

dans laquelle elle s'insère et de l'environnement.

Le siège du GFI est situé au C/2197 Kouhounou en face de l'entrée N° 5 du Stade de l'Amitié, à côté de la maison du Général AZONYIHO sur la voie pavé qui mène du Stade au CEG Zogbo au 071BP : 115 Cotonou ; tel : 21 38 03 02.

Peuvent adhérer au GFI, toute personne physique ou morale qui accepte et respecte les statuts et règlement intérieur de la coopérative.

Au sein du GFI, on peut distinguer les membres fondateurs, adhérents et sympathisants.

Les membres fondateurs ou promoteurs sont ceux qui ont créé ou adhéré à la coopérative en souscrivant au moins au fonds de dotation.

Les membres adhérents sont ceux qui ont intégré la coopérative après sa création et payant seulement leur droit d'adhésion.

Le GFI a pour organes :

- l'Assemblée Générale (AG)
- le Conseil d'Administration (CA)
- le Conseil de Surveillance (CS)
- et le Comité de Crédit (CC)

Vision

Offrir des services financiers et sociaux aux populations démunies, groupement de femmes, petites et moyennes entreprises et en général à des personnes à faibles revenus.

Mission

GFI s'assigne pour mission, la participation à l'amélioration de la pauvreté dans les zones ciblées en particuliers et au Bénin en général

Services offerts

GFI offre comme services financiers :

- **micro crédit collectif** : ce crédit ne nécessite aucune garantie réelle mais plutôt, une caution solidaire des membres. Ces membres peuvent aller de trois (03) à dix (10) ; une durée de douze (12) mois est retenue pour ce genre de crédit avec un taux d'intérêt variant entre 1% et 1,5% par mois. Il est accordé à toutes les catégories et particulièrement aux regroupements de femmes ayant des activités génératrices de revenus.
- **Micro crédit mensuel** : ce genre de crédit est une avance sur épargne remboursable en un mois avec un taux d'intérêt de 1% à 1,5%. Il est accessible à toute personne avec la seule garantie de formation d'un groupe solidaire. Les membres du groupe varient entre trois (03) et dix (10) avec une caution journalière de cinq cents (500) francs CFA au minimum et de cinq mille (5000) francs CFA au maximum.
- **Micro crédit individuel** : contrairement aux deux premiers crédits ; le crédit individuel nécessite une garantie réelle. Il est accordé aux personnes physiques ou morales ayant une activité génératrice de revenu. Le montant accordé varie entre cinquante mille (50 000) et cinq millions (5 000 000) francs CFA avec une durée allant de trois (03) à vingt quatre (24) mois selon le montant accordé. Le taux d'intérêt est idem aux autres taux avec un remboursement mensuel ; bimensuel ou trimestriel. Un différé allant de un (01) à quatre (04) mois est accordé aux leaders dont l'activité l'exige.

En dehors de ces services de crédit, le GFI collecte des épargnes sur le terrain pour des dépôts à vue ou à terme afin de faciliter la tâche à la clientèle. Le compte de dépôt à Terme nécessite une caution minimum de vingt mille (20 000) FCFA ; pour un taux d'intérêt de 6% à 8,5% l'an selon la durée et le montant débloqué.

Pour l'ouverture des comptes ci-dessus cités, les conditions à remplir sont les suivantes :

- Deux (02) photos d'identité
- Achat d'un carnet à 200f CFA
- Fiche d'adhésion à retirer au secrétariat du GFI, document rempli et signé par le client et le responsable de clientèle ;
- Dépôt de la caution minimum choisi par le client ;

Les personnes morales doivent remplir les conditions ci-après :

- Une (01) copie du procès verbal de l'assemblée générale constitutive,
- Une (01) copie des statuts et règlement intérieur ;

- Deux photos d'identité de chacun des signataires du compte ;
- Une (01) liste des membres pour les groupements comportant l'identité détaillée de chaque membre ainsi que leurs photos d'identités ;
- Dépôt initial de 10 000 francs CFA.

Quelques chiffres du GFI

N° d'ordre	Libellés	Chiffres
01	Nombre de clients	2 960
02	Encours de Crédit	118 881 000
03	Dépôts des membres	150 297 000
04	Effectif du personnel	25
05	Portefeuille à risque de 30 jours	1 141 700
06	Portefeuille à risque de 60 jours	1 631 000
07	Portefeuille à risque de 90 jours et plus	6 827 000

Coordonnées de l'institution

Siège : carré 2197 KOUHOUNOU
 071 BP : 115 Cotonou
 Tél : (229) 21 38 03 02
 E-mail : gffinances@yahoo.fr

Agence de Pobè :

Sise au carrefour rouge
 071 BP : 115 Cotonou
 Tél : (229) 97 76 98 73

Dirigeants de l'institution

Président du CA: Christophe DENADI
 Gérant : Mr Guillaume GANLAKY

ANNONCE

- 23 novembre 2011 : 1ère édition de la campagne de don de sang des acteurs de la microfinance organisée par le Consortium Alafia;
- 24 et 25 novembre 2011 : 5ème conférence annuelle du Consortium Alafia